

a été neuf fois aussi considérable qu'en 1949 et plus du double d'une année aussi récente que 1955. Cette montée tient surtout à l'augmentation rapide et continue de la dette extérieure du Canada ainsi qu'au niveau élevé des revenus dépensés par sa population accrue. Plus de la moitié du déficit de 1959 se rattache directement à la dette extérieure et se ressent de la croissance continue du pays. Les intérêts et dividendes payés aux pays étrangers ont totalisé 656 millions en 1959. Les autres transferts de revenus de placements se sont chiffrés par 100 millions. Enfin, les filiales canadiennes ont versé de fortes sommes en frais de services aux sociétés mères étrangères. Les paiements nets d'intérêts et de dividendes ont atteint 473 millions tandis que les paiements nets au compte de tous les groupes ci-dessus de transactions qui se rattachent aux capitaux étrangers ont de loin dépassé 600 millions en 1959, sans compter les centaines de millions de dollars allant aux non-résidents et gardés au Canada pour réinvestissement et, partant, non compris dans le compte courant.

Le compte des voyages entraîne des dépenses nettes importantes et reflète le haut niveau des revenus au Canada. En 1959, le net a atteint 200 millions. A ces paiements, se sont ajoutés les déficits suivants: transport de marchandises, 90 millions; héritages et transferts des migrants, 45 millions; et paiements très élevés de 389 millions en services commerciaux, revenus divers, transactions officielles et remises privées. En contrepartie de ces dépenses, la production d'or neuf a fourni 148 millions.

Le fait saillant du caractère bilatéral du compte courant du Canada en 1959 a été le gros déficit (214 millions) vis-à-vis des pays d'outre-mer à la place de l'excédent de 45 millions en 1958; le déficit tient à la diminution de l'excédent vis-à-vis du Royaume-Uni et à l'augmentation du déficit vis-à-vis des autres pays d'outre-mer. Le déficit vis-à-vis des États-Unis a atteint 1,215 millions tout en étant inférieur au chiffre de certaines années antérieures. Le déficit courant vis-à-vis des pays d'outre-mer en 1959 fait contraste avec les excédents précédents qui toujours jouaient un rôle dans le règlement du déficit courant chronique du Canada vis-à-vis des États-Unis.

**Mouvements de capitaux.**—En 1959, le Canada a encore recouru considérablement aux ressources matérielles et financières du reste du monde. L'entrée de capitaux d'investissement direct dans les établissements d'obédience étrangère en 1959 a atteint 500 millions. Les transactions sur valeurs mobilières canadiennes ont déterminé une entrée de 661 millions. Ces deux groupes de transactions ont augmenté de 1,161 millions le passif à long terme extérieur. En ce qui concerne l'actif à long terme, il y a eu sortie de 70 millions pour investissement direct et de 36 millions pour achat d'actions et obligations étrangères, mais sortie de 33 millions en remboursement net de prêts officiels. Les transactions sur ces capitaux à long terme se sont soldées par une entrée nette de 1,088 millions qui a suffi à financer 76 p. 100 environ du déficit courant; l'entrée correspondante de 1958 (1,012 millions) avait couvert 89 p. 100 du déficit plus petit. Compte tenu des entrées provenant d'une réduction des avoirs officiels en or et devises, réduction contrebalancée en partie par l'augmentation de la quote-part du Canada dans le Fonds monétaire international et par un accroissement de l'avoir en dollars canadiens des non-résidents, tous les autres mouvements de capitaux ont déterminé une entrée nette de 341 millions en 1959. En 1958 et 1959, les 80 p. 100 environ des capitaux à long terme sont venus des États-Unis.

Les capitaux d'investissement direct dans des entreprises d'obédience étrangère ont dominé le compte des capitaux de la balance canadienne des paiements la plupart des années d'après-guerre. Ces entrées constantes et importantes ont servi particulièrement à la mise en valeur des ressources et aux industries qui s'y rattachent. La partie de loin la plus considérable des nouveaux capitaux est allée à l'industrie du pétrole et du gaz naturel qui est l'une des grandes forces de l'économie canadienne. Des capitaux importants se sont aussi engagés dans les autres industries minières, en particulier le minerai de fer, ainsi que dans diverses branches de la fabrication.

Depuis 1956, les capitaux d'investissement direct ont été bien inférieurs aux capitaux de portefeuille. Cela tient en partie au chiffre considérable des actions canadiennes achetées par l'investisseur étranger pour augmenter son enjeu dans la croissance du Canada. Le grand élément de l'augmentation a été la demande insatiable auquel le marché des capitaux canadiens a dû faire face, demande dont une partie s'est orientée sur l'étranger par le